

Offre de stage

« Analyse des soutiens publics au système alimentaire français » (6 mois)

ENVIRONNEMENT DU POSTE :

I4CE est un institut de recherche à but non lucratif qui contribue par ses analyses économiques au débat sur les politiques publiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Nous promovons des politiques efficaces, efficientes et justes.

Nos 40 experts collaborent avec les gouvernements, les collectivités locales, l'Union européenne, les institutions financières internationales, les organisations de la société civile et les médias.

Nos travaux couvrent trois transitions – énergie, agriculture, forêt – et six défis économiques : investissement, financement public, fiscalité et taxe carbone, financement du développement, réglementation financière et certification carbone.

POSITIONNEMENT DU POSTE :

D'après les [estimations d'I4CE \(septembre 2024\)](#), le système alimentaire français bénéficie en 2024 de 53,6 milliards d'euros de soutiens publics (européens, nationaux ou locaux), sous la forme de dépenses budgétaires, d'exonérations de taxes, d'impôts ou encore de cotisations sociales. Toujours d'après ces travaux, moins de 10 % de ce montant sont théoriquement favorables à la transition écologique. « Théoriquement » favorables car l'analyse se limite aux critères d'attribution explicites des financements, et n'analyse pas leurs effets réels. Ces financements théoriquement favorables ont doublé voire triplé depuis 2018, principalement en raison de crédits supplémentaires du budget de l'État – un moteur désormais plus que menacé. Par ailleurs, **I4CE** a également identifié dans cette étude 4 milliards d'euros de financements clairement défavorables à la transition, et 37 milliards d'euros de financements ni clairement favorables ou défavorables mais pas non plus indépendants de la transition écologique : en d'autres termes, théoriquement réorientables.

En 2025, l'équipe agriculture-alimentation d'**I4CE** continue d'analyser les soutiens publics actuels aux secteurs agricoles et alimentaires, principalement via :

- 1) Une mise à jour de la base de données et de l'analyse de l'ensemble des soutiens publics aux secteurs agricoles et alimentaires français, en vue d'une nouvelle édition du rapport cité précédemment.
- 2) Un approfondissement de l'analyse des soutiens publics aux investissements matériels (bâtiments, machines et outillages, plantations) de ces secteurs : quels sont les besoins pour la transition écologique ? les dispositifs publics répondent-ils efficacement à ces besoins ?

Le stage portera principalement sur ce deuxième projet, qui couvre à la fois des soutiens publics gérés à l'échelle nationale (France 2030, dispositifs fiscaux, etc.) et régionale (mesure Investissements matériels de la Politique agricole commune, politiques régionales spécifiques,

etc.). Il s'agira d'interroger la cohérence actuelle de ces soutiens avec les objectifs de transition écologique – en particulier d'atténuation et d'adaptation au changement climatique – et in fine de formuler des recommandations pour améliorer cette cohérence. Ces travaux aboutiront à la publication d'un ou plusieurs rapports, sur lequel figurera le nom du ou de la stagiaire en tant que co-auteur.ice.

Le ou la stagiaire pourra éventuellement aussi contribuer à la réédition du rapport portant sur l'ensemble des soutiens publics aux secteurs agricoles et alimentaires (projet 1), selon l'avancée du projet dédié aux soutiens aux investissements matériels (projet 2), et selon son appétence personnelle pour le sujet.

DESCRIPTION DES FONCTIONS :

- Lecture et analyse de documents budgétaires publics, d'articles académiques, de rapports de la littérature grise, etc.
- Réalisation d'entretiens avec des personnes issues de l'administration, de la recherche, des organisations professionnelles agricoles et alimentaires, etc.
- Contribution à l'alimentation et l'analyse de bases de données concernant les soutiens publics.
- Contribution à la rédaction d'un rapport, à l'identification de messages clés et éventuellement de recommandations de politiques publiques.

PROFIL PROFESSIONNEL :

- Très bonnes capacités analytiques et rédactionnelles
- Connaissance des politiques, institutions et dépenses publiques liées à l'agriculture et/ou au climat
- Une expérience précédente en analyse de politiques publiques est un plus
- Une connaissance du secteur agricole et/ou alimentaire est un plus
- Une maîtrise d'Excel et R est un plus

IMPLANTATION : 30 rue de Fleurus 75006

SALAIRE : 80 % du SMIC si M1, 100 % du SMIC si M2

PRISE DE POSTE : 1^e juillet 2025 (date précise ajustable), durée de 6 mois

POUR POSTULER : envoyer CV et lettre de motivation avant le 2 juin inclus à lucile.rogissart@i4ce.org et olia.tayeb-cherif@i4ce.org